

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRETS

**DECRET N°2016-0297/P-RM DU 6 MAI 2016
FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES
DE FONCTIONNEMENT DE L'OBSERVATOIRE
NATIONAL DES VILLES****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution;

Vu la Loi n°01-020 du 30 mai 2001 relative aux pollutions et aux nuisances;

Vu la Loi n°01-077 du 18 juillet 2001, modifiée, fixant les règles générales de la construction;

Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme;

Vu la Loi n°2012-007 du 07 février 2012, modifiée, portant Code des Collectivités territoriales;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics;

Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier;

Vu l'Ordonnance n°2016-004/P-RM du 15 février 2016 portant création de l'Observatoire National des Villes;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics;

Vu le Décret n°2014-0842/P-RM du 12 novembre 2014 portant création du Comité national d'Evaluation technique des Schémas directeurs d'urbanisme et des plans d'urbanisme sectoriel;

Vu le Décret n°2015-0373/PM-RM du 22 mai 2015 portant création du Cadre institutionnel de Suivi de la Politique nationale de la Ville;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2016-0022/P-RM du 15 janvier 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le Décret n°2016-0156/P-RM du 16 mars 2016 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,
DECRETE :****CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

Article 1^{er} : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Observatoire national des Villes (ONAV).

CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION

Article 2: Les organes de l'Observatoire national des Villes sont :

- le Comité d'Orientation et de Suivi;
- la Direction;
- le Comité de Gestion.

Section I : Du Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes

Article 3 : Le Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes (COS-ONAV) a pour mission de superviser, d'orienter et d'assurer le suivi des activités dévolues à l'Observatoire national des Villes.

A cet effet, il est chargé :

- de définir la politique générale de l'Observatoire national des Villes dans le domaine du développement urbain durable;
- de donner les orientations sur toutes questions relatives au fonctionnement de l'Observatoire national des Villes;
- de donner les orientations en matières d'études, de recherches et de suivi et évaluation à mener sous la responsabilité de l'Observatoire national des Villes;
- d'adopter le programme annuel d'activités de l'Observatoire national des Villes;
- de valider les termes de références des études et des projets de recherche de l'Observatoire national des Villes;
- de valider les productions scientifiques et techniques de l'Observatoire national des Villes;
- de donner un avis sur la qualité et l'impact des informations produites et diffusées par l'Observatoire national des Villes sur le développement durable des villes;
- d'adopter le rapport annuel du Directeur de l'Observatoire national des Villes.

Article 4: Le Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes est composé comme suit :

* **Président** : le Secrétaire général du ministère en charge de la Ville ;

* **Membres** :

- un représentant du ministère en charge de l'Urbanisme;
- un représentant du ministère en charge de l'Habitat;
- un représentant du ministère en charge de la Décentralisation;
- un représentant du ministère en charge de l'Administration territoriale;
- un représentant du ministère en charge de l'Aménagement du territoire;
- un représentant du ministère en charge des Affaires foncières;
- un représentant du ministère en charge des Transports;
- un représentant du ministère en charge de l'Environnement;
- un représentant du ministère en charge de l'Eau;
- un représentant du ministère en charge de l'Energie;
- un représentant du ministère en charge de la Sécurité;
- un représentant du ministère en charge de la Planification;

- un représentant du ministère en charge de la Promotion de la Femme;

- un représentant du ministère en charge des Finances;
- un représentant du ministère en charge de la Culture;
- un représentant du ministère en charge du Tourisme;
- un représentant du ministère en charge de l'Education;
- un représentant du ministère en charge de la Recherche scientifique;

- un représentant du ministère en charge de la Communication;

- un représentant du ministère en charge de la Santé;
- un représentant du ministère en charge de l'Emploi;

- un représentant de l'Association des Municipalités du Mali;

- un représentant de l'Ordre des Urbanistes du Mali;
- un représentant du Conseil national de la Société civile du Mali;

- une représentante de la Coordination des Associations et Organisations Non Gouvernementales Féminines du Mali;

- un représentant du Conseil national des Jeunes.

Article 5 : En cas de besoin, le Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes peut faire appel à toute autre personne, en raison de ses compétences, mais sans droit de vote.

Article 6 : La liste nominative des membres du Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes est fixée par arrêté du ministre chargé de la Ville sur proposition des structures et organisations concernées.

Section II : De la Direction de l'Observatoire national des Villes

Article 7 : L'Observatoire National des Villes est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé de la Ville.

Article 8 : Le Directeur est chargé de diriger, coordonner et contrôler les activités dévolues à l'Observatoire national des Villes.

A cet effet, il :

- exerce l'autorité sur le personnel dans le cadre de la législation en vigueur;

- fait des propositions en matière de documentation scientifique, technique ou technologique;

- suit l'exécution du budget et des fonds affectés à l'Observatoire national des Villes;

- prépare et soumet au Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes, pour approbation, le programme annuel d'activités, le budget annuel ainsi que tous les rapports circonstanciés de l'Observatoire national des Villes.

Article 9 : Le Directeur est secondé par un Directeur Adjoint nommé par arrêté du ministre chargé de la Ville.

L'arrêté de nomination du Directeur Adjoint fixe ses attributions spécifiques.

Article 10 : L'Observatoire national des Villes comprend :

- le Bureau des Statistiques du Développement Urbain;
- le Bureau des Etudes d'Accès aux Services Urbains de Base;

- le Bureau de la Règlementation et de la Documentation;
- le Service Financier.

Article 11 : Le Bureau des Statistiques du Développement Urbain est chargé :

- d'élaborer l'annuaire statistique des villes du Mali;

- d'établir et de tenir à jour le carnet d'adresse des services, organismes et entreprises fournisseurs de données statistiques à l'Observatoire;

- de fournir aux autorités nationales et régionales et aux collectivités territoriales des informations détaillées ainsi que les indicateurs sur les villes nécessaires à la conception et à la mise en œuvre des politiques sectorielles, des projets et programmes de développement.

Article 12 : Le Bureau des Etudes d'Accès aux Services Urbains de Base, dans le cadre de l'amélioration de la maîtrise de la croissance harmonieuse des villes, est chargé :

- de contribuer à l'évaluation des politiques publiques menées en direction des villes, notamment en termes de statistiques, de moyens et d'impact sur les zones urbaines sensibles;

- de contribuer à l'analyse et à la diffusion d'informations et de données relatives à l'accès aux services urbains de base, notamment l'accès à l'eau potable, l'électricité, l'assainissement et les transports publics;

- d'intégrer dans les listes de diffusion les données urbaines relatives à l'accès aux services sociaux de base, notamment l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'hygiène du milieu;

- de contribuer à la réalisation de toutes études :

* de détermination des écarts entre les villes et entre les quartiers d'une même ville;

* d'identification et d'amélioration de l'accès aux emplois urbains;

- * d'amélioration de la sécurité et de la mobilité urbaine;
- * de prévention et de gestion des risques naturels en milieu urbain;
- * d'amélioration d'un habitat urbain décent;
- * d'amélioration de l'organisation et de l'opérationnalisation des services des collectivités territoriales;
- * d'amélioration de la mobilisation des ressources des collectivités territoriales.

Article 13 : Le Bureau de la Réglementation et de la Documentation est chargé :

- de mettre en place et de gérer la base de données sur le développement urbain durable;
- de suivre l'évolution de la réglementation et des normes en matière de développement urbain.

Article 14 : Le Service financier est chargé des fonctions fiduciaires de l'Observatoire national des Villes en rapport avec la Direction des Finances et du Matériel du Ministère chargé de la Ville.

Article 15 : Les Chefs du Bureau des Statistiques du Développement Urbain, du Bureau des Etudes d'Accès aux Services Urbains de Base, du Bureau de la Réglementation et de la Documentation et du Service financier de l'Observatoire national des Villes sont nommés par arrêté du ministre chargé de la Ville.

Section III : Du Comité de Gestion

Article 16 : Le Comité de gestion de l'Observatoire national des Villes (CG-ONAV) a pour mission d'assurer la qualité des produits issus des études et des recherches dans le domaine du Développement urbain.

A cet effet, il est chargé :

- d'élaborer le projet de programme d'activité de l'Observatoire national des Villes;
- de suivre et d'évaluer les résultats des travaux des Bureaux de l'Observatoire national des Villes, notamment formuler les recommandations et les avis techniques d'amélioration de la qualité des analyses et des recherches;
- de donner un avis technique sur toutes questions de politiques de développement soumises par les autorités publiques avant leur soumission à l'adoption du Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes;
- de recommander toutes mesures utiles au Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes.

Article 17 : Le Comité de gestion de l'Observatoire national des Villes est composé du Directeur, du Directeur adjoint, des Chefs de Bureaux et de deux représentants des travailleurs.

CHAPITRE III : DU FONCTIONNEMENT

Article 18 : Le Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes se réunit une fois par semestre en session ordinaire sur convocation de son Président.

Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin.

Le Président du Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes adresse les convocations assorties de l'ordre du jour des réunions ordinaires aux membres du Conseil au moins dix (10) jours à l'avance.

Article 19 : Les délibérations du Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes sont adoptées à la majorité simple des membres présents.

Article 20 : Les réunions du Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes font l'objet de comptes-rendus soumis à l'appréciation du ministre chargé de la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours qui suivent leur tenue.

Article 21 : Les membres du Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes assurent, auprès de leurs services respectifs, la facilitation des interventions du personnel de l'Observatoire national des Villes dans la collecte des données de base et la dissémination des résultats issus de leurs traitements.

Article 22 : Les fonctions de membre du Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes ne sont pas rémunérées.

Toutefois, des facilités de déplacement sont assurées aux membres du Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes par l'octroi de frais de déplacement.

Article 23 : Le Secrétariat du Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire national des Villes est assuré par la Direction.

Article 24 : Le Comité de Gestion de l'Observatoire national des Villes se réunit, sur convocation du Directeur, au moins une fois par mois et chaque fois que de besoin.

Article 25 : Les réunions du Comité de Gestion de l'Observatoire national des Villes font l'objet de comptes-rendus soumis à l'appréciation du ministre chargé de la Ville, au plus tard dans les dix (10) jours qui suivent leur tenue.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

Article 26 : Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, le ministre de l'Administration territoriale, le ministre de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable et le ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 6 mai 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme,
Dramane DEMBELE

Le ministre de l'Administration territoriale,
Abdoulaye Idrissa MAIGA

Le ministre de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat,
Mohamed Ag ERLAF

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Dr Boubou CISSE

**Le ministre des Domaines de l'Etat
et des Affaires foncières,**
Me Mohamed Ali BATHILY

**Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement
et du Développement durable,**
Ousmane KONE

**Le ministre de l'Equipeement, des Transports
et du Désenclavement,
ministre de l'aménagement du Territoire
et de la Population par intérim,**
Mamadou Hachim KOUMARE

DECRET N°2016-0298/P-RM DU 6 MAI 2016 FIXANT LE CADRE ORGANIQUE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics;

Vu l'Ordonnance n°2016-004/P-RM du 15 février 2016 portant création de l'Observatoire National des Villes;

Vu le Décret n°179/PG-RM du 23 juillet 1985 fixant les conditions et procédures d'élaboration et de gestion des cadres organiques;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics;

Vu le Décret N°2016-0297/P-RM du 06 mai 2016 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Observatoire national des Villes;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre;

Vu le Décret n°2016-0022/P-RM du 15 janvier 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Le cadre organique de l'Observatoire national des Villes est fixé comme suit :

CADRE ORGANIQUE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES

Structure - Poste	Cadre - Corps	Effectif / Année					
		Cat.	I	II	III	IV	V
<u>Direction :</u>							
Directeur	Ingénieur Constructions Civiles/ Ingénieur Statisticien/ Planificateur/ Administrateur Civil/ Inspecteur Services Economiques/ Professeur/ Administrateur Action Sociale	A	1	1	1	1	1